

Convention collective

IDCC : 1867 | **MÉTALLURGIE**

(Drôme et Ardèche)

(24 novembre 1994)

(Bulletin officiel n° 1995-1 bis)

(Étendue par arrêté du 26 décembre 1995,

Journal officiel du 6 janvier 1996)

Avenant du 9 juin 2022

relatif à la révision des dispositions conventionnelles territoriales

NOR : ASET2251552M

IDCC : 1867

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

UIMM Drôme-Ardèche,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

CFDT ;

FO ;

CFE-CGC,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Depuis 2016, les partenaires sociaux nationaux de la métallurgie se sont engagés dans un processus de refonte des dispositions conventionnelles de cette branche. La négociation de la convention collective nationale de la métallurgie, issue de ces travaux, est arrivée à son terme. Le texte a été définitivement signé le 7 février 2022 et entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2024, sous réserve des dispositions particulières relatives à la protection sociale complémentaire.

À compter de ces échéances, la convention collective nationale de la métallurgie sera pleinement applicable aux entreprises comprises dans son champ d'application et actuellement soumises aux dispositions conventionnelles territoriales.

Dans cette perspective, la convention collective territoriale unique des ouvriers et collaborateurs de la métallurgie en Drôme-Ardèche/n° IDCC 1867, et les accords conclus dans le champ de celle-ci ont vocation à disparaître à compter de ces dernières échéances.

Pour ce faire, les partenaires sociaux décident de conclure le présent avenant dont l'objet est de mettre fin à l'application des textes territoriaux susmentionnés.

Article 1^{er} | Objet de l'avenant

Les partenaires sociaux conviennent que la convention collective territoriale unique des ouvriers et collaborateurs de la métallurgie en Drôme-Ardèche/n° IDCC 1867, ses avenants et annexes, ainsi que l'ensemble des accords collectifs, leurs avenants et annexes, conclus dans le champ de cette convention collective territoriale, ou dans un champ plus restreint, sont abrogés et cessent de produire leurs effets à compter de l'entrée en vigueur de la convention collective nationale de la métallurgie.

Sont notamment visés :

- l'avenant n° 2 à la convention collective des ETDA de la métallurgie en Drôme-Ardèche ;
- l'avenant n° 36 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 41 relatif à la modification de l'article 49.4 ;
- l'avenant n° 48 relatif à l'instauration d'un régime de prévoyance ;
- l'avenant n° 49 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 50 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 51 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 52 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 53 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 54 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 55 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 56 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 57 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 58 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 59 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 60 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 61 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 62 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 63 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'avenant n° 64 relatif aux TEGA et RMH ;
- l'annexe 1 intitulé « Accord national du 16 janvier 1979 sur le champ d'application des accords nationaux de la métallurgie » ;
- l'annexe 3 intitulé « Accord national du 21 juillet 1975 sur la classification » ;
- l'annexe 5 intitulé « Accord du 26 février 1976 sur les conditions de déplacements » ;
- l'annexe 6 intitulé « Avenant du 19 décembre relatif à l'accord national du 10 juillet 1970 modifié sur la mensualisation ».

Les signataires décident, en outre, d'abroger l'ensemble des accords territoriaux conclus dans le champ de compétence géographique statutaire de ces signataires, leurs avenants et annexes, conclus avant l'entrée en vigueur de la convention collective territoriale précitée.

Article 2 | Durée et entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Le présent avenant entre en vigueur au lendemain de la date de son dépôt et entraîne la révision-extinction des dispositions territoriales aux dates indiquées aux articles précédents.

Article 3 | Formalités de publicité et de dépôt

Le présent avenant est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations représentatives, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du

travail, et dépôt, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-6 du même code, auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe du conseil de prud'hommes de Valence.

Fait à Valence, le 9 juin 2022.

(Suivent les signatures.)